

## **Contre les plans d'austérité, mobilisation en Europe !**

L'augmentation de la dette publique et des déficits publics est aujourd'hui le prétexte pris par les gouvernements, les institutions européennes et le Front monétaire international (FMI) pour imposer une cure d'austérité drastique aux populations européennes. Remise en cause du droit du travail, attaques frontales contre la protection sociale, baisse des salaires, privatisation des services publics...se retrouvent à des degrés divers partout en Europe. C'est les peuples qui font ainsi les frais de la crise financière et de la récession qui n'ont pu être contenu que grâce à l'intervention des Etats, cette intervention ayant entraîné l'explosion des déficits budgétaires et le gonflement des dettes publiques. Dans la zone euro le déficit public n'était que de 0,6 % du PIB en 2007. Il est passé à 6,3 % du PIB en 2009, le déficit budgétaire de la France évoluant dans la même période de 2,7 % à 7,5 %.

Pire, les gouvernements et les institutions européennes sont en train de mettre en place un dispositif institutionnel pour installer une austérité permanente. La Commission européenne propose un « Pacte pour l'euro » visant à instaurer un système de sanctions financières pour les pays qui ne diminueraient pas leur dette à une vitesse prédéterminée à l'avance. Une procédure de surveillance des budgets des Etats appelée « semestre européen » vise à faire de la Commission l'arbitre des politiques budgétaires nationales. C'est ainsi une instance technocratique non élue qui se substitue, de fait, aux parlements nationaux. Loin d'être une avancée vers la construction d'une Europe démocratique, une telle procédure, qui laisse de côté le Parlement européen, exclut les politiques économiques du débat démocratique. Les gouvernements veulent modifier en catimini le Traité de Lisbonne pour y intégrer ces nouvelles dispositions.

Ces dispositions n'empêchent pas les marchés financiers de continuer à spéculer sur la dette des Etats. Les banques continuent de se refinancer à 1 % auprès de la Banque centrale européenne (BCE) et prêtent aux Etats à des taux nettement supérieurs pouvant aller jusqu'à 12 % pour la Grèce. On comprend ainsi comment les banques se sont refait une santé !

Purge sociale pour les peuples, profits monstrueux pour les opérateurs financiers, cela suffit ! Il faut aujourd'hui sortir les populations de l'emprise des marchés. Cela passe d'abord par la restructuration, c'est-à-dire l'annulation au moins partielle de la dette. Il faut ensuite que les Etats puissent se financer directement auprès de la BCE au lieu d'être obligé d'emprunter à taux fort aux banques... qui empruntent à un taux très faible à la BCE. Il faut enfin une réforme fiscale d'ampleur qui permette aux Etats de retrouver des marges de manœuvre et qui revienne sur les cadeaux fiscaux fait aux ménages les plus riches et aux entreprises, en particulier les grandes, et qui sont, avant même la crise, une des causes de la croissance des déficits.

Au-delà, c'est toute la construction européenne qu'il faut remettre sur pied. Il faut engager un processus d'harmonisation sociale et fiscale qui en finisse avec la politique de dumping qui est à la base de la construction actuelle de l'Europe. Il faut désarmer la spéculation en interdisant un certain nombre de produits financiers toxiques et en instaurant au niveau européen une taxe sur les transactions financières comme vient de le proposer le Parlement européen. Enfin, contre la logique de la concurrence, il faut instaurer des politiques économiques européennes coopératives tournées vers la satisfaction des besoins sociaux, la réduction des inégalités et le respect des impératifs écologiques.

C'est sur ces objectifs que l'Union syndicale Solidaires participe aux mobilisations sociales en Europe et sera présente lors des initiatives initiées cette semaine par la Confédération européenne des syndicats (CES) à l'occasion du sommet des Chefs d'Etat européens. Pour l'Union syndicale Solidaires, il s'agit aujourd'hui de construire un processus de mobilisation durable et de haut niveau à l'échelle européenne face à une remise en cause sans précédent des droits des salarié-es.

Le 21 mars 2011